



## CONVENTION D'OBJECTIFS 2020 VILLE D'OLLIOULES – ASSOCIATION LIGUE VAROISE DE PREVENTION

Envoyé en préfecture le 31/01/2020

Reçu en préfecture le 31/01/2020

Affiché le

ID : 083-218300903-20200127-DELIBER202041-DE

Entre

La **Ville d'Ollioules** représenté par son Maire, Robert BENEVENTI,  
et désignée sous le terme « la Ville », agissant en vertu de la délibération n°..... du Conseil  
Municipal du [jour-mois-année] d'une part,

Et

La **ligue varoise de prévention**, association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901, dont le siège  
social est situé, 68 avenue Victor Agostini, 83000 TOULON, représentée par son Président  
Jean-Jacques Ceris,  
et désignée sous le terme « l'Association », d'autre part,  
N° SIRET : 30112570400041

Il est convenu ce qui suit :

### Préambule

Considérant le projet initié et conçu par l'Association :

- de mettre en place une équipe de correspondants de nuit, désignée ci-après CDN, sur le territoire d'Ollioules,
- de mettre en place une équipe de prévention spécialisée auprès des jeunes et des familles,
- d'organiser des actions socio éducatives,

Conforme à son objet statutaire.

La Ville, dans le cadre de ses stratégies territoriales de sécurité a décidé de participer financièrement au fonctionnement de la LVP.

### Article 1 – Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir dans un cadre général d'une durée d'un an les objectifs communs et engagements réciproques entre la Ville et l'Association.

### Article 2 – Participation financière de la Ville d'Ollioules

#### 2.1 Contribution financière

**L'action de la LVP est réalisée dans le cadre d'un co-financement avec le Conseil Départemental et le Conseil Régional selon le budget prévisionnel ci-joint.**

Pour soutenir l'Association dans l'exécution de ses missions, la Ville lui apporte une aide financière sous forme d'une subvention annuelle d'un montant de **66 564 euros**.

#### 2.2 Modalités de versement de la contribution financière

La contribution financière sera attribuée mensuellement sur présentation d'une facture.

La contribution financière sera créditée au compte de l'association selon les procédures comptables en vigueur.

Les versements seront effectués à : la LVP.

au compte : *Crédit Opératif Toulon*

Code établissement	Code guichet	Numéro de compte
42559	00036	51020012817

Envoyé en préfecture le 31/01/2020

Reçu en préfecture le 31/01/2020

Affiché le

Clé RIB

ID : 083-218300903-20200127-DELIBER202041-DE

### **Article 3 – Actions de la Ligue Varoise de Prévention**

**Personnels affectés à l'action : 5.00 ETP :**

- 2 ETP éducatif jour**
- 3 ETP correspondant de nuit**
- 1 chef de service**

#### **Article 3-1 – Participation au titre des Correspondants de nuit**

L'association s'engage à :

Assurer une présence sur l'ensemble du territoire de la Commune pour l'ensemble de la population.

**L'action des CDN comprend :**

- des actions de prévention et de médiation,
- des actions de veille résidentielle,
- des actions de veille sociale,
- la participation aux cellules de veille hebdomadaires du CLSPD, dans laquelle tous les intervenants du territoire se coordonnent et s'articulent dans une recherche de mieux vivre ensemble au plus près de la demande des habitants et de l'observation du terrain.
- des actions de partenariats avec le CCAS, les structures enfance et jeunesse de la ville, la MIAJ, l'ASE, les UTS.

Ces actions portent sur l'ensemble du territoire de la ville et s'adresse à l'ensemble des catégories de la population.

Les CDN respectent les règles déontologiques d'anonymat et de libre adhésion.

Les objectifs sont de :

- rassurer le public et faire diminuer le sentiment d'isolement et d'insécurité
- prévenir la délinquance et les incivilités
- protéger le cadre de vie du logement et les biens des personnes, par une présence dissuasive
- être relais de proximité, de complémentarité des intervenants sociaux de jour

Le temps de présence est fixé comme suit :

17h - 1h du lundi au samedi

#### **Article 3-2 – Participation au titre de la prévention spécialisée**

**L'action des éducateurs spécialisés comprend :**

- des actions tendant à permettre aux intéressés d'assurer leur propre prise en charge et leur insertion sociale,
- des actions dites de prévention spécialisée auprès des jeunes et des familles en difficulté ou en rupture avec leur milieu,
- des actions d'animation socio-éducatives
- des actions de partenariats avec le CCAS, les structures enfance et jeunesse de la ville, la MIAJ, l'ASE, les UTS, les éducateurs mandatés, l'ASE, les polices nationale et municipale.

Cela dans le respect de la libre adhésion et de l'anonymat des jeunes, comme stipule la circulaire de 1972 de la direction générale de la santé relative aux clubs et équipes de prévention.

Cette action se situe sur les établissements scolaires en priorité mais au sein de la fonction des besoins identifiés en cellule de veille du CLSPD, sur différents secteurs de la commune.

La présence en cellule de veille hebdomadaire ou en en Cellule de citoyenneté et de tranquillité publique sera programmée en fonction des besoins.

Les objectifs tendent à permettre aux individus et aux familles d'assurer leur propre prise en charge et insertion sociale, réduire les difficultés et les risques de rupture avec leur propre milieu, et en prévenir les violences qui en découlent,

- Maintenir et développer le partenariat avec les établissements scolaires, en recherchant le développement des conventionnements en place, privilégiant le contact avec les jeunes, et dans les écoles, où le contact est articulé entre l'enfant, le professeur des écoles et les parents.
- Renforcer les interventions avec les écoles primaires autour prioritairement des niveaux CM1/CM2 sur les accompagnements individualisés et des ateliers portant attention aux comportements de respect et de non-violence.
- Agir en développement local avec les moyens partenariaux de la prévention spécialisée, en favorisant l'intervention des acteurs sociaux auprès des habitants, et l'implication de ceux-ci dans le développement de leur quartier.
- Organiser des projets de séjours encadrés à l'intention de groupes comprenant des mineurs dans les périodes où leur présence et leur comportement peuvent être mal ressentis.
- Favoriser l'insertion des jeunes majeurs et des jeunes sans solution ni de formation ni d'emploi.
- Organiser des actions d'information, soutien et échange auprès des parents (PIFE : point information familles enfants)

Organiser des actions individuelles, collectives et partenariales, en travail de rue, au local situé aux HLM St Roch et à l'antenne des résidences de la Baume, en lien avec les partenaires à l'intention des habitants de quartiers définis par les stratégies territoriales de sécurité.

Le temps de présence est fixé comme suit :

Amplitude de 9h à 18h avec évolution suivant la saisonnalité.

### Article 3-3 – Participation au titre d'actions de préventions

- **L'espace santé jeune** reçoit les jeunes et familles en difficulté, et est outillé pour entamer et suivre l'accès aux soins.
- **La prévention accidentologie deux roues avec le camion atelier mobile** en partenariat avec Norauto permettant de sensibiliser les jeunes aux risques inhérents aux deux roues en termes de comportement et de mécanique. Faciliter le passage de l'AM.
- **L'antenne de la Baume** ayant pour objectif l'accueil des familles, l'aide à la parentalité, l'organisation d'un forum, d'ateliers de soutien à la parentalité

### Article 4 – Engagement de l'Association

Dans la mesure de ses possibilités et dans le cadre de ses missions, l'Association s'engage à son initiative et sous sa responsabilité à :

- réaliser les objectifs conformes à son objet social ;
- formuler sa demande de subvention
- prendre attache auprès du service communication de la Mairie d'Ollioules pour la validation des supports de communication et la présence du logotype de la Ville ;
- souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile et fournir chaque année la copie des polices d'assurance ;

### Article 5 – Evaluation

L'association s'engage à fournir chaque année, un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre du programme d'actions.

La Ville procède, conjointement avec l'association, à l'évaluation des conditions de réalisation du programme d'actions auquel elle a apporté son concours sur un plan quantitatif comme qualitatif.

L'évaluation porte notamment sur la conformité des résultats à l'objet mentionné au Préambule, sur l'impact du programme d'actions au regard de l'intérêt local et l'impact sur l'économie, l'ID : 083-218300903-20200127-DELIBER202041-DE 2121-29, L. 3211-1 et L. 4221-1 du code général des collectivités territoriales.

## **Article 6 – Contrôle de la Ville**

L'Association s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par l'administration de l'utilisation de la subvention, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

Pendant et au terme de la convention, un contrôle sur place peut éventuellement être réalisé par la Ville, en vue de vérifier l'exactitude des comptes rendus financiers transmis.

## **Article 7– Sanctions**

En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard des conditions d'exécution de la convention par l'association sans l'accord écrit de la Ville, celle-ci peut respectivement exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, diminuer ou suspendre le montant de la subvention, après examen des justificatifs présentés par l'association et avoir préalablement entendu ses représentants. La Ville en informe l'association par lettre recommandée avec accusé de réception.

## **Article 8– Avenant**

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par la Ville et l'Association. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent. La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

## **Article 9– Durée de la convention et résiliation**

La présente convention est consentie pour une durée d'un an.

Elle se renouvellera par tacite reconduction.

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

## **Article 10 - Recours**

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif de Toulon.

Fait à Ollioules, le

Pour l'Association  
La Directrice, Madame FIRPO

Pour la Ville  
Le Maire